

CIBLE

ÉGALITÉ

Savez-vous combien coûte une campagne électorale dans un département ? Cinq millions de francs en moyenne. Ajoutez les dépenses générales de fonctionnement et vous aurez une idée, très imprécise, de l'investissement global qu'un grand parti doit financer.

Mais comment ? Il est évident que ni les cotisations des militants ni les cotisations des élus ne permettent de supporter cette énorme dépense. Chacun sait que l'argent des partis provient de sources occultes, et que la corruption est une pratique courante dans notre pays. L'indépendance des partis s'en trouve compromise, et l'égalité des chances entre les candidats est une illusion juridique. Ce n'est pas la pertinence des analyses et le dévouement des militants qui fait la différence, mais l'argent.

Notre pays s'est depuis longtemps accommodé de cette situation, dangereuse pour la démocratie, et les partis refusent hypocritement la moralisation nécessaire. Il faudra bien, pourant, que l'on s'attaque à ce tabou, comme on vient de le faire pour le cumul des mandats. La première mesure serait d'exiger la transparence des comptes. La seconde de limiter les dépenses de propagande, afin de recréer un minimum d'égalité. A quand un texte de loi ?

ESPAGNE

L'Hérédité garante de la démocratie



Dossier

Du rock au tiercé aliénation ou libération ?

(pages 6-7)

Challenger

Quelles conséquences pour la France ?

(page 3)

Mauvaise humeur

Et moi je dis : Vive Disney Land !



L'article que nous avons consacré (1) à l'implantation d'une Disney-ville à Marne-la-Vallée a suscité une vigoureuse réaction d'un de nos collaborateurs. Nous vous livrons, toute crue, la mauvaise humeur de Michel Fontaurelle.

B. La Richardais n'est pas content, Mickey va s'installer à Marne-la-Vallée et nous voilà, puisque, semble-t-il il nous embarque dans ses lamentations, nous voilà donc « consternés et amers ».

Ainsi dans cette affaire la culture est mise en péril par une souris. Comment, par ailleurs, avons-nous besoin chez nous d'une telle installation née aux Etats-Unis d'après Umberto Eco de l'angoisse d'un peuple sans histoire ? La France qui en a une fort longue derrière elle n'a pas d'angoisse ou si peu que la foire à Neu-Neu peut à elle seule l'exorciser. Disneyworld c'est la thérapeutique à hautes doses dont ont besoin les Yankees névrosés, pour nous Français, les

chevaux de bois et messieurs Lavisse ou Michelet suffisent.

Au-delà de cette mirobolante explication de la naissance des parcs de Disney - en fait l'explication est beaucoup plus simple et bien plus saine - qui a jamais prétendu que ces créations étaient des centres culturels ou s'affichaient comme tels ? Il s'agit avant tout d'immenses parcs de loisirs, d'amusements, de découvertes et bien accessoirement de consommation où la fameuse petite souris qui chagrine si fort La Richardais a d'ailleurs une place des plus insignifiantes, pour ne pas dire inexistante.

Je me suis promené il y a peu, pendant plusieurs jours, avec ravissement, avec un émerveillement toujours renouvelé à Disneyworld. Prodigeux spectacle sur des milliers d'hectares de lacs, de forêts, de prairies. D'attraction en attraction c'est mon enfance bien européenne que je revivais : 20.000 lieues sous les mers, de la terre à la lune, l'arbre refuge des Robinsons suisses, le château hanté d'Ecosse, Peter Pan, Alice au pays des merveilles et le beau château de la Belle au bois dormant, toutes ces œuvres, comme B. La Richardais le sait fort bien, étant sorties de l'imagination de quelques cow-boys ! Il est vrai qu'il y a aussi

les Indiens, mais les Américains doivent-ils renier Fenimore Cooper ?

J'ai cheminé, faut-il s'en étonner, dans la célèbre Main Street, reconstitution d'une ville américaine vers 1850 (l'histoire de ce peuple est bien courte, c'est inadmissible, Américains vous referez votre copie sous peine de névrose). Y a-t-il là quelque chose de scandaleux ou provoquant ? Ou alors démolissons le Carcassonne de Violet le Duc. Qui a jamais prétendu que Main Street serait le grand axe de la réalisation de Marne-la-Vallée ?

« La France à l'heure de Mickey », cet article fait écrire à son auteur n'importe quoi. Ainsi « là bas, il est clair que tout est faux dans les spectacles historiques et naturels ». La terrible accusation ! Mais il est bien évident que tout est faux puisque les attractions prennent pour argument uniquement des œuvres d'imagination (Jules Verne) où font dialoguer fleurs et animaux comme dans les ravissants Enchanted Tiki Birds. S'agissant « des » spectacles historiques, il n'y en a qu'un seul, une vie d'Abraham Lincoln, avec des automates grandeur nature, dignes successeurs de ceux inventés par Vaucanson, ce génial « Américain » de Grenoble (France).

« Mais l'imitation est si parfaite qu'elle devient préférable à la réalité ». Que veut dire cette phrase ? Qu'en sait La Richardais et pourquoi ne se renseigne-t-il pas avant d'ironiser sur les crocodiles « sauvages » de Disney alors que précisément, dès les limites du parc franchies, en allant par exemple en direction de Cap Kennedy où l'on visite l'Amérique d'aujourd'hui et de demain, tout un chacun peut rencontrer au long des routes de vrais crocodiles qui pululent dans les Everglades, ce qui a dispensé Disney d'en faire de factices dans son parc de Floride.

Enfin, dernière incongruité du projet, il va falloir « payer » pour entrer. Existe-t-il un autre système pour régler entre autres les salaires des 15.000 emplois créés ? Payer ! Le vilain mot car nous, la France de monsieur Lang « auprès de qui nous nous sommes toujours rangés », est gratuite. Essayez d'entrer au Louvre, à l'Opéra, à la Comédie française avec votre seul sourire !

Les intellectuels ne visiteront pas cette réalisation. Tant pis pour eux, des millions de personnes viendront y chercher de longues heures de plaisir pour le plus grand bien de l'économie du pays. Merci Disney !

Michel FONTAURELLE

(1) « Royaliste » 441, B. La Richardais : « La France à l'heure de Mickey ».

royaliste ♦

SOMMAIRE : p. 2 Vive Disneyland - p. 3 Des promesses aux actes - p. 4 Felipe d'Espagne - p. 5 La fin de l'isolement - pp. 6-7 : Figures quotidiennes de la modernité - p. 8 La monarchie nucléaire - p. 9 Les grands cimetières - p. 10 Des choses cachées - La Mémoire retrouvée - p. 12 Une monarchie à temps partiel.

RÉDACTION - ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Tel. : (1)42.97.42.57
Directeur de la pub. : Yvan AUMONT
Comm.parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (55 F), 6 mois (105 F), un an (180 F), de soutien (300 F)*

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Espace

Les retombées de Challenger

En plus des répercussions scientifiques et économiques au niveau américain, l'explosion de la navette Challenger qui s'est produite 45 secondes après son décollage de Cap Canaveral, le 28 janvier dernier, aura des conséquences multiples de par le monde.



Le projet de guerre des étoiles sera le premier affecté, puisque sur vingt-quatre vols de navettes prévus avant 1988, huit étaient directement liés à la Défense (dont quatre en 1986). Du même coup le projet qui prévoyait pour cette année la mise en orbite d'un télescope à infra-rouge, susceptible d'être utilisé conjointement avec des armes à lasers, est tombé à l'eau en même temps que les débris de Challenger. Car si les Américains possèdent des solutions de rechange (une trentaine de fusées Titan et quelque cent cinquante minute-man 1), leurs capacités sont de loin inférieures (en volume de matériel transporté) à celles de la navette. Malgré cela, les expériences sur les lasers à haute énergie se poursuivront à terre. Car l'intérêt d'un projet comme l'I.D.S., même si la création d'un bouclier étanche à 100% est une vue de l'esprit, réside dans le processus enclenché de recherches d'armes nouvelles spatiales ou terrestres.

Parallèlement, à la suite de l'enquête engagée par la NASA, des modifications seront apportées à la construction des «busters» qui sont probablement à l'origine de la catastrophe et ceci sera l'affaire d'une bonne année.

Du côté européen les chercheurs seront aussi amenés à revoir les systèmes de sécurité et de protection

d'Ariane pour en faire une fusée fiable à 99,99% puisque Hermès qui sera propulsée par son intermédiaire ne transportera pas uniquement des satellites mais aussi des hommes. Il y a donc fort à parier que la fusée Ariane qui lancera Hermès, si ce projet se concrétise, n'aura rien à voir avec l'Ariane qu'on connaît aujourd'hui en puissance et en mesures de protection. Cela veut dire que les Européens, et au premier chef les Français, devraient dégager d'importants nouveaux crédits pour trouver de nouvelles solutions, sous peine que les Américains accentuent leur avance technologique.

Enfin, pour ce qui est de la réaction soviétique, le télégramme de condoléance adressé par M. Gorbatchev au président Reagan fait partie du processus de détente inauguré à la fin de l'année dernière. Mais au-delà de l'aspect anecdotique, il ne faut pas perdre de vue que les Soviétiques sont eux-mêmes engagés dans l'étude d'une navette plus petite que Challenger et d'une autre beaucoup plus grande, et que l'accident de Challenger les concerne donc aussi. Ils vont devoir repenser entièrement leur système, ce qui risque de prendre un ou deux ans.

On est loin encore de pouvoir mesurer toutes les conséquences de ce tragique fait divers...

Patrice LE ROUÉ

Bilan

Des promesses aux actes

A l'heure où le président de la République demande aux Français de «réfléchir» au bilan de son gouvernement et où «L'Humanité» titre en réponse «François Mitterrand a triché en présentant son bilan», il n'est pas inutile de confronter les 110 propositions du candidats de 1981 avec les réalisations de cinq années de gouvernement.

Ce n'est pas sans réserve que nous avons accueilli ces 110 propositions, devenues le programme officiel du P.S. au congrès de Créteil en janvier 1981, et notre vote pour François Mitterrand en mai 81 ne masquait pas «les questions que nous nous posons sur le programme socialiste et nos doutes sur sa réalisation» (1).

Il n'empêche que ces 110 propositions, bonnes ou mauvaises, restent un étalon commode pour évaluer le travail effectué depuis cinq ans.

A relire aujourd'hui ce texte, en parallèle avec les mesures prises par le gouvernement, on est d'abord surpris par l'ampleur du travail législatif entrepris pendant ces cinq années, et l'obstination avec laquelle la majorité parlementaire a cherché à réaliser les promesses de François Mitterrand. Qu'il s'agisse des grandes réformes de structures, comme les nationalisations, ou des mesures plus ponctuelles ou catégorielles (augmentation de diverses prestations sociales, congé parental, abolition de la peine de mort, etc.), une partie importante des 110 propositions a été réalisée.

D'autres ne l'ont été que partiellement (décentralisation, réduction du temps de travail à 35 h). Certaines ont échoué devant la résistance des gens concernés comme «le grand service unifié et laïque de l'Éducation Nationale», ou sont restées heureusement au placard comme l'instauration du quinquennat.

Enfin viennent un certain nombre de projets carrément abandonnés, soit par réalisme, soit par manque d'audace - ce qui est moins justifiable - (réduction du service militaire, droit de vote des immigrés, remise en cause de certaines organisations professionnelles, mesures fiscales...)



Comment ce bilan, malgré tout positif, a pu engendrer à ce point la déception populaire ? Pour deux raisons essentielles : d'abord la contradiction entre un discours porteur de rêves et des propositions bien peu révolutionnaires, un espoir de rupture et une gestion social-démocrate. Ensuite le revers le plus cruel, et qui pèse le plus lourd, concerne l'emploi : le chômage un temps - mal - contenu commencerait tout juste à reculer. Les 110 propositions étaient singulièrement pauvres en la matière (un seul chiffre - 150.000 emplois nouveaux dans la Fonction publique : 108.000 seront créés) et en guise de politique économique, la relance keynésienne et la redistribution par l'Etat-Providence. Faute de courage politique (pas de dévaluation à temps, absence d'un vrai programme d'économies et d'investissements...) le premier cabinet Mauroy a amené à l'échec retentissant que l'on sait. Dès lors la «politique de rigueur» sembla inévitable. Dans le domaine économique ce que l'on peut reprocher à la gauche c'est surtout de ne pas avoir su dépasser son programme de 1981.

Corinne TOLLEMER

(1) «Royaliste» 337 du 7 mai 1981.

Intellectuel La droite mal barrée

Par la stratégie qu'il a adoptée, Raymond Barre divise l'opposition et fait planer une menace quant à ses possibilités de gouverner. Dès 1977, Jacques Chirac avait mené sans complexe une politique de mécontentement et de désunion qui avait finalement coûté en 1981 le pouvoir à la droite. La situation présente, avec le parcours de Raymond Barre, ponctué de déclarations fracassantes, n'est pas sans équivalences. Comme si, faute de convictions profondes et de projet sérieux, les chefs de l'opposition ne trouvaient de mode d'existence politique que dans la lutte acharnée pour le pouvoir.

Lors de son récent voyage dans les Yvelines, pour soutenir une liste U.D.F. dissidente aux couleurs du «barrisme», R. Barre a persisté et signé. Notamment en réponse à l'«unionisme» répété de Giscard, exposé quelques jours auparavant à «L'Heure de Vérité». Non, Barre ne veut pas de cette politique d'union qui ne fait pas son affaire et dans laquelle il n'hésite pas à voir du «totalitarisme microcosmique». Non, il ne pactisera pas avec François Mitterrand dans ce piège qu'est la cohabitation, non il n'accordera pas sa confiance à une majorité de droite qui accepterait de gouverner dans ce cadre.

L'ancien Premier ministre a de nombreux amis dans les rangs de l'U.D.F. et du R.P.R.. Des amis qui voient en lui le seul candidat d'opposition vraiment crédible dans le cadre des présidentielles. Des amis qui estiment que la cohabitation peut tourner au conflit entre Matignon et l'Elysée, au profit exclusif de ce dernier. Des amis qui pensent enfin qu'attiser le conflit et précipiter l'échéance électorale serait tout profit pour R. Barre. Rien ne permet donc d'assurer que l'opposition victorieuse serait en mesure de gouverner la France, faute d'une majorité stable.

Menacé par Le Pen d'un côté, par Barre de l'autre, la droite a de quoi s'inquiéter, et François Mitterrand de quoi se réjouir : si la gauche perd le 16 mars, la droite n'aura pas nécessairement gagné.

Emmanuel MOUSSET

Figures

Felipe d'Espagne associé au trône

A l'occasion de son 18ème anniversaire, le 30 janvier 1986, l'Infant Felipe d'Espagne vient de franchir un nouveau pas décisif vers son futur métier de roi. Pour la première fois dans l'histoire de l'Espagne, un prince prête serment à la Constitution.



Au cours d'une cérémonie sans précédent au Palais de la Carrera de San Jeronimo, devant les Cortès assemblées, l'Infant a juré sur le texte original de la Constitution de 1978 de «remplir fidèlement (ses) fonctions, de garder et de faire garder la Constitution et les lois, de respecter les droits des citoyens et des communautés autonomes». Il a conclu en jurant fidélité au roi, son père.

Les autorités avaient voulu cette cérémonie solennelle, marquant ainsi leur volonté d'unir dans un même élan la famille royale, la Couronne et les Cortès. En prêtant ainsi serment, Felipe de Bourbon, prince des Asturies depuis le 21 janvier 1977, devenait officiellement héritier du trône d'Espagne. Désormais il est en droit de succéder directement au roi, son père, en cas de vacance du trône. Cette situation n'est pas sans nous rappeler les premiers temps de l'ère capétienne, quand Hugues Capet voulut associer au trône son fils aîné Ro-

bert le Pieux. C'est un signe important, et il s'agissait à Madrid de montrer que l'espérance du peuple espagnol en la démocratie, incarnée aujourd'hui par Juan-Carlos, est liée au futur Felipe VI. Il convenait également de rappeler que la Constitution de 1978, instaurant une monarchie constitutionnelle et démocratique, s'inscrivait officiellement dans l'histoire moderne. Après la période franquiste, les Espagnols, aujourd'hui «juancarlistes», deviendraient-ils monarchistes ?

La cérémonie de prestation de serment s'est achevée par le discours du président des Cortès, le socialiste Gregorio Peces Barba, qui a mis l'accent sur la complémentarité de la démocratie et du régime monarchique, et conclu en lançant : «Vive la Constitution, vive le Roi, vive l'Espagne !».

Ensuite, le roi a remis à son fils, à l'occasion d'une cérémonie au Palais d'Orient, le grand collier de l'ordre

de Charles III, après l'accord du Conseil des Ministres et sur proposition du Premier ministre, Felipe Gonzalez. Celui-ci devait dire, en s'adressant au jeune prince : «L'Espagne fait le pari d'un avenir démocratique et constitutionnel en votre personne».

Très tôt, Felipe a fait l'apprentissage du métier de roi. A l'âge de neuf ans il avait reçu le titre de Prince des Asturies le désignant comme le futur héritier. Il fut aussi confronté, à 13 ans, aux événements dramatiques de février 1981, lorsque le roi dut défendre la démocratie contre la tentative de coup d'Etat militaire. En juin 1983 il effectua seul son premier voyage officiel à l'étranger, à l'occasion du 450ème anniversaire de la fondation de Carthagène en Colombie. Depuis lors, il représente souvent son père pour des manifestations officielles en Espagne ou à l'étranger.

«J'aimerais ressembler autant que possible à mon père. Je serais certain d'avoir alors toute la confiance du peuple espagnol... le plus important est d'avoir le sentiment du devoir et de la responsabilité», déclare-t-il alors qu'il se prépare activement à son futur métier de roi. Il a commencé en septembre dernier sa formation militaire à Saragosse qui comprendra encore deux étapes, une à l'Académie de l'Air, l'autre à l'Académie Navale.

Felipe entrera ensuite à l'Université où il étudiera le Droit, les Sciences politiques, l'Economie... Le futur roi a compris qu'un souverain moderne pour se placer en arbitre véritable, pour susciter un consensus national - de la droite franquiste aux communistes - doit avoir une solide formation. Intelligent, fin, réfléchi, les déclarations régulières du Prince dans la presse, attestent que l'avenir de la démocratie espagnole s'incarne en lui : «Tout comme mon père symbolise le présent, j'aimerais représenter l'avenir. Mais pour cela, il n'est pas suffisant que je m'en considère personnellement capable, il faut que tout le peuple le pense. Je ne comprends pas qu'on puisse être le roi d'une partie du peuple simplement...»

François DELAGE

Turquie

La fin de l'isolement ?

Au moment même où, pour la première fois depuis 1923, un président turc visite L'Egypte, on annonce un rapprochement entre l'Iran et la Turquie (1). Il est vrai que cette dernière est le seul pays à avoir à la fois des frontières communes avec l'Irak et l'Iran.

M. Roland Dumas de son côté vient d'indiquer que «la Turquie pourrait tout naturellement être appelée à jouer un rôle de trait d'union entre l'Europe et le proche et le moyen Orient». Au-delà des contentieux - droits de l'Homme - Arméniens, relations avec la Grèce -, une nouvelle raison d'être militerait ainsi en faveur du resserrement des rapports franco-turcs; à condition de se garder des fausses raisons au nombre desquelles on rangera l'idée du «bastion antisoviétique» et celle du «seul Etat lac en pays d'Islam».

La première référence vise les populations de l'Asie centrale, toutes turcophones à la seule exception des Tadjiks. Comment oublier «les noyers de l'Altenburg», ce petit livre où Malraux met en scène un conseiller alsacien de la révolution jeune-turque d'Enver Pacha, Vincent Berger, dont il adoptera le pseudonyme pour la Résistance. Afin de bâtir l'empire jeune-turc, capitale Samarcande, Berger part pour l'Afghanistan. Il découvre que «le Touran (2) qui animait les passions turques, qui avait peut-être sauvé Constanti-

Quelques signes prémonitoires laissent à penser que la Turquie, plus de cinq ans après le coup d'Etat militaire, pourrait jouer un rôle diplomatique au Moyen-Orient en sortant de son isolement.



La relève de la garde au mausolée d'Ataturk à Ankara.

nople, le Touran n'existait pas... Rien n'unissait la poussière nomade ou sédentaire qui s'étendait de la Perse à Samarcande, que la loi coranique».

Le nationalisme turc n'est pas plus opérant en Asie centrale que face à la révolte arabe qu'il a lui-même susci-

tée par réaction. Ces deux idées, nationaliste et laïque, sont donc précisément celles qui ont renfermé la Turquie sur elle-même, ont fait d'elle «un petit canton asiatique» (Bainville), l'ont isolée de son environnement régional.

Qu'est-ce qui peut changer cet état de choses ?

Une conjoncture politique et la géographie économique. A la faveur de la guerre du Golfe, les ports turcs sont en passe de devenir «le Rotterdam du Proche-Orient».

Deux accords de principe ont été signés il y a quelques mois avec l'Iran et le Qatar pour acheminer vers l'Europe via la Turquie leur gaz et leur pétrole grâce à la construction de deux gazoducs et de deux oléoducs dont l'un viendrait en parallèle de celui qui dessert déjà les champs pétrolifères d'Irkouk en Irak dont la capacité a été accrue en 1984.

L'ironie de l'Histoire veut que la plaque tournante de ce transport ne soit autre que le fameux sandjak

d'Alexandrette, aujourd'hui Iskenderum, sous mandat français de 1919 à 1939, cédé par nous à la Turquie (et non à la Syrie) pour s'assurer sa neutralité durant la seconde guerre mondiale. Ce serait le moment de s'en souvenir alors qu'il sert à nouveau de garant de la neutralité turque dans le conflit du Golfe et par conséquent du Moyen-Orient.

La Méditerranée va y retrouver un rôle que la construction des pétroliers géants et le déclin du canal de Suez lui avaient fait perdre. Contrôlant la partie nord de Chypre, que les pétroliers venant d'Iskenderum longeront, la Turquie pourrait s'affirmer comme le gendarme, reconnu par tous, de la Méditerranée orientale.

Pour peu que le contexte lui demeure favorable, la Turquie sera alors au centre de bien des négociations qui pourraient lui rendre un peu de son lustre d'antan.

Yves LA MARCK

(1) Turquie, Iran et Pakistan composent déjà à eux trois l'organisation de coopération économique tripartite(ECO).L'Iran souhaite que cette organisation devienne le noyau d'un futur marché commun islamique.

(2) «la grande-Turquie».

demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et les brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom

Prénom

Année de naissance Profession ou études

Adresse

désire recevoir **sans engagement de ma part** une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à :
«Royaliste», 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS.

Yves La Marck
MONARCHIE
ET
POLITIQUE
ÉTRANGÈRE

un livre de 120 pages
Prix franco : 95 F

Autos, chevaux, rock, chiens, chat Figures quotidiennes

Rien n'est plus difficile à saisir que la réalité sociale. De même que le promeneur et le bûcheron regardent la forêt de manière toute différente, le regard que nous portons sur la société varie selon nos préjugés, nos convictions et nos valeurs -conscientes ou non. D'où des tableaux approximatifs, des perspectives faussées par nombre d'a-priori. En politique, nous avons appris à vivre selon les catégories de droite ou de gauche, pourtant très peu pertinentes. Quant à la société, nous l'analysons spontanément en termes de classes, et par rapport à leur lutte pluri-séculaire. Or toutes les définitions avancées par l'idéologie ou la mentalité dominantes paraissent abstraites et jettent un doute sur les analyses sous-jacentes.

Des anthropologues et des sociologues d'aujourd'hui (Louis Dumont, Georges Balandier, Jean Baudrillard, Gilles Lipovetsky (1)) proposent des analyses qui sont en train de transformer notre regard. Parmi celles-ci, il faut désormais ranger les travaux de Paul Yonnet (2), qui a eu le courage de s'intéresser à des «objets sociologiques» jusqu'ici négligés ou méprisés. En sa compagnie, nous découvrons une société familière, intimement vécue, et pourtant étrangère aux conceptions courantes.

LA FRANCE DU TIERCÉ

La France n'est pas seulement, ou pas vraiment, une «société bourgeoise», une «société d'abondance» ou «de consommation». Produisons-nous ou subissons-nous cette société si malaisée à définir ? Est-elle aliénante ou libératrice, viedée de toute signification ou riche de toutes les promesses ?

Sur les classes, sur les pouvoirs, sur les groupes économiques et politiques, des milliers d'ouvrages ont paru, qui ont alimenté d'innombrables controverses. Très bavarde sur ces sujets traditionnels, la littérature sociologique est demeurée étonnamment muette sur les comportements sociaux apparus au cours des quarante dernières années. C'est comme si le tiercé, le jogging, le rock, la mode, n'étaient pas dignes d'attention, comme si ces phénomènes d'une surprenante nouveauté, n'étaient que des exemples parmi d'autres de structures et de stratégies classiques, toujours déterminantes en dernière analyse : structures capitalistes, stratégie de la bourgeoisie grande et pe-

tite, mécanisme d'exploitation et d'aliénation toujours à l'œuvre.

N'en déplaise aux sociologues traditionnels, les jeux, les modes et les musiques de masse se sont imposés d'eux-mêmes, malgré l'hostilité des milieux concernés ou en dépit de leurs intentions avouées. Prenons par exemple le tiercé : réputé «vulgaire», il est dénoncé par les chroniqueurs hippiques, par les hommes politiques et par l'Eglise lorsqu'il est institué en 1954 : c'est une loterie, un opium du peuple, une ruine pour les pauvres. Ces avis distingués et ces mises en garde n'empêchent pas le tiercé de remporter rapidement un immense succès. Est-ce le signe de l'aliénation ouvrière, ou du matérialisme croissant ? Pas du tout. La France du tiercé est celle du développement, et l'appât du gain n'est pas le motif premier. Pas si bête, le tiercéiste ! Loin de se livrer au hasard, il mène en toute liberté, un véritable jeu de stratégie qui suppose connaissance et choix réfléchi. Mieux encore : à l'encontre du football, qui alimente les passions nationalistes et développe la violence, le tiercé est une activité paisible, qui ne jette jamais l'individu dans un groupe en fusion : la «France du tiercé» est une collectivité souple, jamais agressive, une anti-foule dans laquelle chacun préserve son individualité et ressemble, par son comportement, à l'électeur des pays démocratiques.

ROCK AROUND THE CLOCK

Le tiercé, tel que l'analyse Paul Yonnet, nous fait saisir d'emblée une des données déconcertantes de notre temps. La société moderne a distendu ou détruit nombre de liens sociaux (pensons à l'exode rural) mais des recompositions et de nouvelles conduites collectives sont apparues. L'étude du phénomène rock permet de préciser ce mouvement, et de montrer sa dimension transnationale. Né en 1954, comme le tiercé, le rock n'roll devient une culture de masse dès l'année suivante. A l'origine, le rock est spécifiquement américain, mêlant les musiques blanches et noires et conduisant à l'échange culturel entre



La France du tiercé : une anti-foule dans laquelle

les deux communautés («modèle américain» blanc, sexualité noire) puis à une attitude égalitaire et unitaire. Le rock n'roll, c'est le temps libre, l'affranchissement des contraintes, le ludisme. Si le phénomène gagne rapidement l'ensemble du monde développé, c'est qu'il constitue la référence commune du groupe adolescent nouvellement apparu. Point de complot du grand capital ni de manipulation des media pour expliquer son triomphe. Dans les années cinquante, écrit Paul Yonnet, «les adolescents se constituent en groupe séparé par la dépolitisation active; ils échappent au destin de la politique comme expression collective, base traditionnelle d'un certain credo «démocratique». Le rock sera leur véritable conscience de classe, comme l'illustre *a contrario* l'état de dépendance physique et morale de la jeunesse dans les pays où cette musique demeure interdite et son écoute pénalisée». De là procède une véritable révolution culturelle, qui bouleverse les modes et les mœurs, d'abord dans le monde adolescent, puis dans la société adulte, malgré sa résistance.

S :

de la modernité



chacun préserve son individualité.

NOS AMIES LES BETES

Il serait passionnant de suivre l'analyse de Paul Yonnet dans le détail, en évoquant la **pop music**, le **punk** et le **disco**. Afin de donner une idée de l'ensemble de son analyse, examinons maintenant le cas des animaux domestiques. Décrivant la relation perverse qui unit chats et chiens à leurs maîtres dans le monde moderne, Paul Yonnet prend un risque grave. Se souvient-il qu'un article contre les chiens dans «Le Nouvel Observateur» avait provoqué une violente polémique dans les colonnes de ce journal ? C'est donc avec un beau courage que Paul Yonnet rappelle le temps où «le chien n'était qu'un chien pour l'homme» - un animal domestiqué en raison de son utilité (garde des troupeaux, etc.). Puis le chien, devenu l'ami de l'homme, fut appelé à partager sa maison, sa voiture et son lit. Il en est résulté un double asservissement - de la bête, qui dégénère, et de l'homme qui s'est

créé de nombreuses obligations (alimentation, soins, promenade). La encore, il s'agit d'un phénomène propre aux sociétés modernes. Plus que de la solitude (le chien isole des autres plus qu'il n'en rapproche) la relation homme-animal est symptomatique de la crise de l'éducation. Alors que l'enfant échappe désormais très vite à ses parents et subit très tôt des influences extérieures (école, télévision, musique) chiens et chats sont obéissants, contrôlables, jamais surprenants, attachés jusqu'à la mort à celui qui peut, en toute quiétude, exercer sur eux sa maîtrise. Amour possessif, très sélectif (on oublie le sort des bêtes d'abattoirs) qui aboutit à dénaturer l'animal en réduisant l'humanité de l'homme. On fait campagne pour les **bébés phoques** comme pour les victimes d'un régime politique, quand on ne propose pas de faire les expériences médicales sur des détenus ou des immigrés plutôt que sur des bêtes. Ainsi l'homme «devient un chien pour l'homme»...

Que la rue la plus anodine soit riche de sens, on le vérifie encore en regardant passer les adeptes du **jogging** (sport de masse très individualisé en rupture avec l'organisation sportive et l'esprit de compétition) ou en observant les diverses manifestations de la mode. Toujours très significatif de l'organisation sociale et de ses tensions - on se vêt selon son statut et sa province dans l'ancienne France, selon ses opinions politiques pendant la Révolution et après - le vêtement exprime très clairement le double mouvement de la modernité.

A la Belle Epoque, le couturier Paul Poiret révolutionne la mode en supprimant jupons et corsets - premiers signes de la libération de la femme, dans son mouvement corporel et à l'égard des codes sociaux. Puis viennent, à partir de 1960, les modes de masse, qui sont celles de la libre expression individuelle. C'est la fin du règne des grands couturiers, dont le prêt-à-porter cesse de s'inspirer. On assiste à la multiplication des stylistes et des boutiques, qui expriment la rue et l'esprit du temps : femme immaculée de Courrèges, mode **gipsy**, **unisexe**, **sportswear**, sans oublier le triomphe du **jean**. La confusion actuelle marque-t-elle une insi-

gnifiance définitive de la mode, une destruction du lien social ? Paul Yonnet montre au contraire que «la révolution copernicienne du **look** réside dans cette affirmation : ne plus subir le code, mais le manier, l'adapter, le composer. Et à son profit. La mode ancienne communiquait l'appartenance à une classe, à un sexe, la mode contemporaine informe avant tout de l'âge. Mais, de plus en plus, le mode de se vêtir révèle l'existence d'un moi irréductible».

DES CHOIX SOUVERAINS

La rapidité et le caractère décisif de nos révolutions culturelles ne doivent pas faire oublier l'ampleur des résistances aux bouleversements qu'elles ont provoqués. Les sociologues et la plupart des intellectuels ont refusé, nous l'avons vu, d'observer les manifestations du processus moderne, en les décrivant comme indignes d'intérêt, vulgaires et superficielles. De même, en France singulièrement, les entrepreneurs, les décideurs et autres experts ont résisté de toutes leurs forces à la logique de la production et de la consommation de masse, au nom d'un élitisme caché sous les apparences de la rationalité. Tel est notamment le cas dans l'industrie automobile. Alors qu'elle est la première du monde à l'orée du siècle, patrons et ouvriers communient dans le culte du produit de luxe et refusent d'entrer dans la production de masse inaugurée par Ford. L'infrastructure économique et technique n'est donc pas déterminante, mais bien les préjugés culturels des groupes de décision. Leur résistance, dont Paul Yonnet donne maints exemples, invalide en outre la thèse d'une manipulation des consommateurs par la publicité, d'une création artificielle de «besoins» inspirée par l'esprit de profit. Les goûts en matière automobile, de sport, de musique, de vêtement, procèdent d'un choix délibéré, expriment une aspiration collective à la liberté, et sont finalement imposés par une masse d'individus souverains.

Apparaît ainsi une **société démocratique de masse** qui n'est ni matérialiste, puisqu'elle tend à l'affirmation individuelle, ni uniformisée. Selon une dialectique déjà repérée dans l'idéologie et dans la vie politique, la société massifiée ne cesse de créer, sous un égalitarisme de principe, d'innombrables différences. Chaque marque d'automobile propose de nombreux modèles et une foule d'options, les tendances de la musique rock sont connues (**Rockabilly**, **Hard**, **Funky**...) et l'individualisme vestimentaire n'est plus à décrire.

Que la modernité ne détruise pas les individus, acteurs décisifs du changement social, est un constat qui rompt heureusement avec les classiques déterminismes sans inciter à un optimisme aveugle. La «société démocratique de masse» n'est pas à l'abri de régressions violentes, de ségrégations impitoyables, de nostalgies dangereuses. Sa culture, si attrayante, est aussi celle du masque, du simulacre, du faux (3) et semble annoncer «l'ère du vide» décrite par Lipovetsky. Comme toutes les aventures, la modernité est fascinante à penser et à vivre. Nous commençons à discerner le chemin parcouru, mais sans rien savoir de l'avenir, ni même s'il y en a un.

Yves LANDEVENNEC

- (1) Cf. Louis Dumont, «Essais sur l'individualisme» (Seuil, 1983), Gilles Lipovetsky «L'ère du vide» (Gallimard, 1983), Jean Baudrillard, «De la Séduction» (Gallimard, 1979), Georges Balandier, «Le détournement» (Fayard, 1985).
(2) Paul Yonnet, «Jeux, modes et masses» (Gallimard, 1986).
(3) Cf. «L'ère du faux», revue «Autrement» numéro 76, janvier 1986.

Vient de paraître

Cité

n° 12

35 F Franco

Entomologie De Le Pen à Le Pen

Voici un livre de circonstance écrit pour les prochaines législatives par deux partisans de la «droite nationale». Paradoxalement l'homme qui donne deux fois son nom pour le titre de l'ouvrage ne fait que la parenthèse autour de cette histoire de l'extrême-droite depuis 30 ans. On ne trouvera pas grand chose sur le passé du leader du Front National, formation née en 1972 à l'initiative du groupe activiste Ordre Nouveau. Au fil des pages Le Pen arrive un peu par hasard, doit ses succès à son habileté certes, mais plus encore à un immense travail souterrain de multiples courants qui ne formeraient qu'une grande famille d'esprit. C'est bien la thèse des auteurs dont l'œcuménisme les porte moins à l'objectivité qu'à une neutralité aux effets niveleurs.

Dans cette vision, l'histoire de la N.A.F. fait partie intégrante du sujet et on sent qu'il nous faudrait peu de choses pour trouver grâce aux yeux de ces historiens engagés. L'image qu'ils donnent de nous n'est pas totalement satisfaisante bien qu'ils soient allés voir les acteurs de 1971 (ou bien pour cette raison même ?).

Malgré ces défauts, ce livre restera pour la somme de connaissances qu'il suppose, le choix et l'exposé clair de faits oubliés ou obscurs, le rappel des positions successives de certaines personnalités que l'on ne s'attendait pas forcément à trouver là. Remarquablement synthétiques, les chapitres qui couvrent la période 60-70 permettent d'avoir une vision globale d'un petit monde fractionné à l'excès. Enfin l'histoire du «mouvement solidariste» n'intéressera peut-être que ceux qui, étudiants dans les années 70, ont eu à se frotter à ces groupuscules fascistoïdes sur les campus parisiens, mais c'est un joyau de précision compte-tenu de la confusion extrême du sujet.

En résumé : pas d'explication convainquante du «phénomène Le Pen», pas de jugement ni d'interprétation, mais des faits honnêtement et sérieusement collectés et bien mis en situation.

F.A.

F. Bergeron et Ph. Vilgier - *De Le Pen à Le Pen* - Ed. D.M.M.

Quai d'Orsay Du "domaine réservé"

Est-ce bien le Président qui décide de la politique étrangère ? Le consensus en ce domaine est-il aussi solide qu'on le dit ? Examinant ces questions, Samy Cohen dérange de trop confortables certitudes.



La répartition des rôles entre l'Elysée, Matignon et le Quai d'Orsay a considérablement varié.

Chercheur à la Fondation nationale des Sciences politiques, l'auteur de *La Monarchie nucléaire* (1) n'est pas de ceux qui se contentent d'analyser les textes et de compiler les dossiers de presse. Précises et vivantes, les pages que Samy Cohen consacre aux coulisses de la politique étrangère de la Vème République sont nourries d'enquêtes effectuées auprès de ceux qui conçoivent, dirigent et appliquent cette politique. Cette méthode directe permet à Samy Cohen de retracer le processus de décisions, et d'expliquer comment celles-ci ont été prises. Sans doute, les dispositions constitutionnelles fournissent-elles un cadre général, et la coutume née en 1958 dit sans conteste la prééminence du Président. Nous sommes bien dans une monarchie élective, qu'il ne faut sur-

tout pas confondre avec une autocratie. L'exercice solitaire d'un pouvoir absolu, dans le **domaine réservé** de la diplomatie, est une «vision fantasmagorique», un mythe que l'analyse de Samy Cohen vient heureusement détruire.

Pour savoir qui décide et comment, pour établir la nature, la portée et les limites de l'action présidentielle, il faut pénétrer les divers cercles du pouvoir, comprendre leurs relations, éventuellement conflictuelles, retracer aussi les évolutions majeures. De Charles de Gaulle à François Mitterrand, il apparaît en effet que le pouvoir ne s'est pas exercé de la même manière, et que le rôle des «partenaires» du Président a considérablement varié. Ainsi, les relations entre le chef de l'Etat et son ministre des Affaires étrangères

sont très différentes d'un président à l'autre, et d'un ministre à l'autre... A la difficulté d'établir une bonne répartition des rôles entre le Président et son ministre, s'ajoute le poids spécifique du Quai d'Orsay, la complexité des structures impliquées dans l'action diplomatique, l'enchevêtrement des responsabilités et les effets pervers d'une diplomatie parallèle qui s'est beaucoup développée depuis le départ du général de Gaulle.

Fine, nuancée, l'analyse des lieux de la décision et du comportement des responsables permet-elle de conclure à l'impuissance d'un président prisonnier de la bureaucratie et d'une vie internationale pré-déterminée ? Contrairement à Régis Debray, qui compare le Président à un pilote prenant les commandes en plein ciel, Samy Cohen montre que le chef de l'Etat jouit, en dépit de toutes les contraintes, d'une pleine liberté de décision, pour le meilleur et aussi pour le pire : Samy Cohen souligne les imprécisions, les improvisations de trop de décisions présidentielles, et parfois l'absence de tout choix, née du manque d'information ou de l'inattention. Ce mélange de laisser-aller et de brutalité tient moins aux hommes qu'à l'inadaptation des structures qu'il est urgent de réformer.

S'interrogeant sur l'après-mars, Samy Cohen souligne enfin la fragilité du consensus sur la politique étrangère et le risque considérable qui résulterait d'un conflit entre le Président et le Premier ministre : «le maintien de la Constitution d'octobre 1958 causera, un jour ou l'autre, de graves préjudices à la crédibilité de la force de dissuasion nucléaire. Tôt ou tard, il faudra aménager cette constitution «classique», lever les ambiguïtés et les contradictions, pour en faire une constitution «nucléaire». La tête de l'exécutif (...) doit être une dans tous les domaines de la vie nationale».

Un débat essentiel est ouvert.

B. LA RICHARDAIS

(1) Samy Cohen - *La Monarchie nucléaire* - Hachette, 1986. Prix franco : 108 F.

Les grands cimetières sous la lune



Gérard Leclerc

La question que je me pose en apprenant la réédition de ce livre, vieux bientôt d'un demi-siècle - au fait, nous fêterons dans deux ans le centenaire de Georges Bernanos ! - est : concerne-t-il les garçons de vingt ans qui vont l'avoir en main ? Sans doute, seront-ils d'abord déconcertés. Comment ne pas l'être par ce brusque plongeon dans un monde en partie englouti, dans l'empire des passions de tant d'acteurs disparus ? Pourtant, moi-même, il y a vingt-cinq ans, lorsque j'ai lu pour la première fois *Les grands cimetières*, je fus déjà obligé de faire l'effort d'accommodation nécessaire. Il se fit sans trop de mal, tant s'imposait l'accent, si particulier de l'écrivain, tant le siècle qui était mien s'éclairait au foyer du grand incendie de la guerre d'Espagne, prélude au sinistre qui embraserait le monde.

Lorsqu'il rédige ces pages, Bernanos est au bord de la cinquantaine. Les événements et quels événements ! la « grande guerre » en premier lieu, se sont chargés de lui apprendre la dureté de l'histoire, sa férocité. Il en eut été guéri des systèmes à tout jamais et des idéologies si sa robuste constitution intérieure ne l'avait prémuni contre leurs tentations. Le scepticisme par contre eut pu prendre le dessus. Il était habité par sa foi à quoi il tenait par dessus tout, mais ce n'était pas gagné d'avance. De là un combat contre lui-même qu'il nous livre dès la première page : « *Le démon de mon cœur s'appelle - A quoi bon ?* ». Mais, dit-il encore : « *Je ne crois qu'à ce qui me coûte* ». Alors il se bat et se battra jusqu'au bout de lui-même, enfant rageur prêt à redire à chaque nouvelle tentation du désespoir le cri qui clôt *la grande peur des bien pensants* : « *On ne nous aura pas vivants !* ».

Au fond de la grande mêlée, il n'en démont pas, fidèle à lui-même, à l'enfant qu'il fut, celui qui « *à l'heure venue rassemblera ses pauvres années jusqu'à la dernière et comme un jeune chef ses vétérans, ralliant la troupe en désordre, entrera le premier dans la Maison du Père* ». Ah, cette préface ! Je crois que tout bernanosien la sait à peu près par cœur, tant elle constitue le manifeste de l'écrivain. Tout son univers imaginaire y ressurgit pour ne faire qu'un avec l'œuvre de combat car tout chez lui est ordonné au témoignage, tout participe d'une même exigence irrépressible qui l'empêchera de succomber jamais aux pièges où se sont pris tant d'autres. Ceux qu'avec véhémence, verve et lucidité il appelle les *imbéciles*.

« LA COLERE DES IMBÉCILES M'A TOUJOURS REMPLI DE TRISTESSE »

L'imbécile, c'est d'abord celui qui se résigne, et qui se résigne à ne pas penser. L'imbécilité à son degré supérieur se veut réalisme. Et le réalisme consiste le plus souvent à accepter le n'importe quoi, surtout ce qui va contre l'honneur. La véhémence de Bernanos n'est pas gratuite. Il est payé pour savoir ce qu'est le refus buté de voir simplement les choses telles qu'elles sont, c'est-à-dire inadmissibles, pourvu que l'on garde la médiocre satisfaction d'acquiescer à l'inéluctable ou au moindre mal. C'est pour avoir dit ce qui s'était passé sous ses yeux à Majorque où il a vécu les premiers mois de la guerre civile, qu'il s'est retrouvé seul contre son propre camp, ses amis d'hier. D'autres en seraient devenus fous, parce que désarçonnés de toutes leurs certitudes, privés de leurs repères. Quelques-uns auraient franchi la barricade pour embrasser l'idéologie de l'autre camp. Lui ne bronche pas sur ses certitudes intérieures qui surpassent toutes les idéologies. Au contraire il creuse, il s'approfondit pour aller chercher l'aide, le recours supérieur qui lui feront défier victorieusement la menace mortelle.

Oh ! Cela s'est passé tout simplement, presque au bord de la maison dans cette île où il s'était réfugié pour survivre et écrire. Un beau matin, ce fut la Terreur, le massacre organisé, par un Italien d'ailleurs, nommé Rossi, qui appartenait aux chemises noires. « *Dès lors, chaque nuit, des équipes recrutées par lui opérèrent dans les hameaux et jus-*

que dans les faubourgs de Palma. Où que ces messieurs exerçassent leur zèle la scène ne changeait guère. C'était le même coup discret frappé à la porte de l'appartement confortable, ou à celle de la chaumière, le même piétinement dans le jardin plein d'ombre, où sur le palier le même chuchotement funèbre, qu'un misérable écoute de l'autre côté de la muraille, l'oreille collée à la serrure, le cœur crispé d'angoisse : « Suivez-nous ! »... Hombre ! La camionnette grince, s'ébranle. Encore un moment d'espoir, aussi longtemps qu'elle n'a pas quitté la grande route. Mais voilà déjà qu'elle ralentit, s'engage en cahotant au creux d'un chemin de terre - Descendez ! - Ils descendent, s'alignent, baissent une médaille, ou seulement l'ongle du pouce. Pan ! Pan ! Pan ! Les cadavres sont rangés au bord du talus où le fossoyeur les trouvera le lendemain, la tête éclatée, la nuque reposant sur un hideux coussin de sang noir coagulé ». Cela dura quatre mois atroces, mais ce n'était qu'une première phase. On procéda ensuite à l'épuration des prisons : « *Au début de mars 1937, après sept mois de guerre civile, on comptait trois mille de ces assassinats* ».

Ce qui va dégoûter Bernanos au-delà de tout, c'est l'aide que vont apporter à ces massacres évêques et hommes d'Eglise au nom d'une croisade dont l'imposture éclate chaque jour à ses yeux. De là ses longues apostrophes à l'épiscopat espagnol. On les a retenues à juste titre. Depuis lors, le nom de Bernanos figure honorablement aux côtés des quelques rares chrétiens qui refusèrent cette horrible escalade. Il faut s'en féliciter. Malheureusement, la finale du livre s'est un peu estompée. Or, elle est d'autant plus capitale qu'elle révèle les seuls points de repère qui subsistent dans le désastre espagnol et qui demeureront dans l'épouvante de la seconde guerre mondiale.

« LA TERRIBLE SYMPHONIE EMPORTE LES PEUPLES »

Bernanos sait qu'au-delà du prélude espagnol, se profile déjà la menace universelle. Il entend monter la symphonie infernale : « *Vous ne reconnaissez pas certaines voix, elles sont pourtant les voix de la terre, des dieux de la terre, que le christianisme n'a étouffées qu'un moment. Vingt siècles à peine, une misère. Les voix de la terre proclament aussi leurs Béatitudes. Mais ces Béatitudes ne sont pas celles que vous lisez dans vos paroissiens. Les voix disent : « Malheur aux faibles ! Malédiction sur les infirmes. Les forts posséderont la terre ! Ceux qui pleurent sont des lâches et ne seront jamais consolés. Qui n'a faim et soif que de justice pêche la lune et pâture le vent »...* Dans ce texte, le massacre des juifs est même annoncé.

Toute la question est de savoir s'il y a place pour un Saint Louis dans l'Europe totalitaire qui s'installe. Pour défier Hitler, Bernanos fait appel aux ultimes ressources, celles de son pays en particulier. Ce n'est pas pour rien qu'à Saint Louis roi de France, il associe Thérèse la petite carmélite et Jeanne sur son bûcher de Rouen. Car l'Eglise ne peut être durablement celle du réalisme et de la compromission, elle redevient fatalement ou plutôt surnaturellement celle des Saints. Pour battre victorieusement ce qui s'applique à tuer l'âme, *les grands cimetières sous la lune* se terminent par un appel, « *se jeter en avant* » contre la barbarie, qui sonne déjà comme un cri de victoire.

Dans l'épreuve espagnole, Bernanos a acquis sa vraie stature politique. Il a sauvé l'honneur royaliste et forgé les armes qui aujourd'hui encore sauvent les peuples qui ne veulent mourir ni de corps ni d'âme.

Gérard LECLERC

Georges Bernanos - *Les grands cimetières sous la lune* - Point/Le Seuil. Prix franco : 40 F.

Argentine 83

Des choses cachées

La réponse que le film «L'histoire officielle», de l'Argentin Luis Puenzo, apporte à la question «Faut-il dire la vérité ?» est pour le moins ambiguë.



Il est des films qui, par leur sujet, mettent le spectateur mal à l'aise et le critique dans l'embarras. C'est le cas ici, non parce que le réalisateur finit par s'éloigner de son propos initial (comme souvent les films politiques), ni parce que cela ne nous concerne pas en tant que spectateurs français (au contraire), mais parce que l'élément sur lequel repose l'édifice est le scandale (fait troublant qui bouleverse les croyances établies). Le scandale dérange...

En Argentine, en 1983, juste après la guerre des Malouines et peu de temps avant la chute des militaires, Alicia, professeur d'histoire plutôt conformiste, mariée à un riche homme d'affaires qui ne cache pas ses sympathies pour le régime, mère de la petite Gaby de cinq ans, mène une vie paisible qu'elle partage entre son foyer, le lycée, ses amies et ses soirées mondaines. Tel est le contexte idyllique de départ. Mais très vite, on apprend qu'elle est stérile et que sa fille n'est que sa fille adoptive. Cette faille dans sa vie conjugale va devenir l'élément perturbateur. A cela s'ajoute une série de révélations qui brise ses certitudes. Elle découvre les tortures par le témoignage d'une amie de retour d'exil. Puis, à la suite d'une conversation avec un collègue, elle

apprend l'existence de la répression. Enfin, au hasard d'une promenade en ville, elle voit sur la place de Mai les manifestations des épouses, mères, grand-mères de femmes, d'hommes et d'enfants disparus, victimes de la répression.

Elle entame alors une enquête qui lui apprend, chose que son mari lui a toujours cachée, que sa gamine est la fille d'une disparue.

Par son entêtement, dans la recherche de la vérité, Alicia va mettre fin à son confort moral (problème qui ne concerne que sa conscience), désunir une famille jusque là très soudée et, surtout, rendre malheureuse sa fille. S'il est évident qu'historiquement on ne peut cacher l'existence des camps, il est non moins évident que la vérité n'est pas toujours bonne à dire et que les méandres de l'Histoire avec un grand H réservent parfois des surprises désastreuses à la petite histoire : celle d'Alicia, celle de Gaby, la nôtre.

Dans la dernière séquence, Gaby chante une comptine qui a pour titre «Au pays du ne m'en souvient». Partant de l'axiome selon lequel «la vérité sort de la bouche des enfants», faut-il en conclure que le réalisateur opte pour l'oubli ?

Nicolas PALUMBO

Fakinos

La mémoire retrouvée

Après Vanguélis et Sophia, ses grands-parents du «Récit des temps perdus», Aris Fakinos nous compte avec «L'Aïeul», l'histoire - ou la légende ? - de Photinos, père de Sophia. Mais sa dernière œuvre nous parle aussi de cette terre d'Attique, bien différente de celle que croient voir les touristes.

Réalité : c'est un monde dur que nous décrit l'auteur. Ses ancêtres albanais échouèrent «...quelque part au nord de l'Attique, sur la seule terre qu'ils trouvèrent libre, parce qu'elle était stérile, âpre, ingrate». Cependant cette description est aussi un chant d'amour : «Il est beau cet endroit, la terre attend depuis des années le soc et la bêche... Elle sent tes pas sur elle et frissonne comme toute femelle, elle espère, elle est impatiente».

Légende ou réalité que ce récit ou le père de Photinos, mi Pope, mi bandit, chasse et décime en pleine église des gendarmes déguisés en moines ? Légende ou réalité que cette bataille au couteau où Photinos en découd avec un pandore, sur la place du village ? Quel talent d'écrivain : ce duel nous est décrit deux fois, de deux endroits opposés, à travers deux personnages différents, comme si deux caméras avaient croisé leur champ pour nous faire revivre l'événement.

Légende, probablement, que la fin superbe et pathétique du cheval, vieux compagnon de Photinos, plongeant en hennissant, dans un précipice. Légende, incontestablement, que celle de l'ogre qui rendit rouge la terre d'Attique.

Mais si Fakinos mêle inextricablement la légende et la réalité redécouverte, il n'oublie pas que cette dernière change : «Moi, je ne te suis d'aucun secours, j'appartiens à une autre époque, à des temps différents des touristes, qui courent se faire épiciers, hôteliers et serveurs, commissionnaires prompts à la courbette». A le lire on sent combien la ville, comme un cancer, vide de sa substance, de sa fierté, de son âme, un pays transformé en bronze-culs de l'Europe des riches.

Aris Fakinos fait partie de ceux qui ont quelque chose à dire parce que, sous les mots, la peine des hommes et le sens de leur vie sont toujours sous-jacents. Sa langue est à la fois simple et flamboyante et il serait injuste de ne pas citer le nom de Roselyne Majesté-Larrouy qui fait mentir l'aphorisme «traduttore, traditore».

Avec «L'Aïeul», nous ne sommes pas simplement en présence d'un des auteurs grecs actuels les plus brillants, nous avons affaire à un grand écrivain contemporain.

Alain SOLARI

Aris Fakinos - L'Aïeul - Le Seuil, prix franco : 84 F.



Paris Les "mercredis"

Paris chaque mercredi, nous accueillons nos amis et sympathisants dans les locaux du journal (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 h très précises (entrée gratuite), elle s'achève à 22 h.

Mercredi 12 février. Pas de réunion en raison des vacances scolaires.

Mercredi 19 février. Qui décide en politique étrangère ? Répondant à cette question, **Samy COHEN**, chercheur à la Fondation nationale des Sciences Politiques a écrit un livre original et particulièrement bien

informé : « La monarchie nucléaire » qui viendra nous présenter.

Mercredi 26 février. Dans le domaine culturel les années 60 sont aujourd'hui considérées comme un tournant. **Gérard LECLERC** examinera sa nature et sa portée, notamment sous l'angle de la transformation des valeurs.

En mars, nos invités sont Michel SERRES, Claude DUNETON et François FURET. Tous les renseignements seront donnés dans notre prochain numéro. Vous pouvez également recevoir à domicile le programme complet des conférences. Il suffit de nous en faire la demande.

Cité n° 12 est paru



Sommaire

EDITORIAL	Philippe CAILLEUX	page 1
ENTRETIEN		
Avec Marcel GAUCHET	Philippe CAILLEUX et Bertrand RENOUVIN	page 5
ECONOMIE POLITIQUE		
La main invisible et l'indétermination de la totalisation sociale (De la contagion dans les affaires humaines)	Jean-Pierre DUPUY	page 19
CHEMINS DU MONDE		
Vertus et limites du déséquilibre	Yves LA MARCK	page 40
Un regard sur l'Allemagne	B. LA RICHARDAIS	page 45
REVERIES		
Les complaisances	Rémy TALBOT	page 50
CHRONIQUE		
Une histoire moderne	Martin HYBLER	page 59

Bulletin de commande ou d'abonnement à retourner à «CITÉ»
17, rue des Petits-Champs 75001 Paris

Nom/Prénom/Adresse :

/ / S'abonne à «Cité» pour 1 an (4 numéros) 125 F

/ / S'abonne à «Cité» pour 2 ans (8 numéros) 235 F

/ / Commande le numéro 12 de «Cité» 35 F franco

Règlement à l'ordre de «CITÉ», CCP Paris 23 982 63 N.

Législatives La N.A.R. en campagne

Le lancement de notre liste en Maine-et-Loire, n'est pas passé inaperçu. Maintenant la campagne s'engage. Il faut aider au maximum nos camarades engagés dans ce combat électoral.

C'est le 31 janvier, avec la venue à Angers de Bertrand Renouvin, qu'a été annoncé le lancement de notre liste en Maine-et-Loire et effectué la présentation de nos candidats à la presse. B. Renouvin lui-même mènera cette liste afin de lui donner une audience qui dépasse le cadre du département. C'est d'ailleurs déjà ce qui s'est passé puisque toute la presse nationale du «Figaro» à «Libération» s'est fait l'écho de notre liste et que «Europe 1» l'a assez longuement commenté.

Au plan local, les trois journaux du département ainsi que télévision et radios n'ont pas été en reste et nous pouvons nous estimer satisfait de ce début de campagne.

Mais maintenant le gros travail reste à faire, pour lequel nous sollicitons l'aide de tous nos lecteurs.

1/ Sur le plan financier. L'impresion du matériel de propagande officiel va revenir à environ 11 millions de centimes, auxquels il convient d'ajouter 3 millions de centimes pour les frais généraux de la campagne et l'édition d'outils de propagande supplémentaires. Nos amis angevins qui

ont déjà rassemblé plus de la moitié de cette somme au plan départemental, font appel aux lecteurs de «Royaliste» pour les 6 millions de centimes restant à trouver. C'est indispensable et urgent.

2/ Au plan de la propagande. Outre Angers, Saumur et Cholet, des réunions sont déjà envisagées à Baugé, Segré, Chemillé, Chalonnes et Vihiers. Cette activité de propagande intense, sous-entend un travail matériel (distribution de tracts, collages d'affiches, etc.) important. Là aussi nos lecteurs qui pourraient venir consacrer un week-end ou deux pour apporter leur aide seront les bienvenus.

POUR LES AIDER

Contact avec Nicolas LUCAS, délégué régional. Tél. : 41.48.95.03.
avec Xavier PERRODEAU, délégué départemental. Tél. : 41.48.61.54.

Aide financière. Chèque à l'ordre de Xavier Perrodeau, à adresser à NAR - B.P. 253 - 49002 Angers Cedex.



Une monarchie à temps partiel



Qu'est-ce qu'une bonne politique ? A cette question vieille comme le monde, il est possible de répondre par un constat simple, tiré de notre expérience historique. Une politique bien conduite suppose une relation étroite et profonde entre l'homme d'Etat et les institutions qui l'assistent dans sa tâche. S'il exerce le pouvoir sans s'appuyer sur un droit qui le garde de lui-même, le politique devient un tyran qui détruit dans sa folie ce qu'il a mission de servir. Heureusement très hypothétique dans notre pays, ce cas nous fait oublier une situation qui nous fut longtemps familière : celle d'institutions trop faibles, qui décourageaient les efforts et ruinaient les meilleures volontés. Ainsi les troisième et quatrième républiques.

La monarchie, au contraire, réalisait un équilibre généralement heureux entre l'Etat et l'homme à son service. Sachant qu'il n'y a ni perfection humaine ni perfection politique, elle compensait les faiblesses de l'homme par la force de l'institution, et les effets pervers de la machine étatique par les qualités de son servant. Et notre 5ème République ? Elle tend à cet équilibre monarchique mais, faute d'y parvenir, exige de son Président des qualités plus grandes que dans une monarchie pleine et entière, afin que soient comblés les manques dont nous souffrons : manque de légitimité historique, trop faible continuité, indépendance relative du monarque électif, arbitrage presque toujours contesté. D'où l'angoisse des périodes de succession, et le caractère passionné des luttes pour le pouvoir. Que l'Etat soit accaparé par un politicien trop fragile, trop insouciant ou trop inculte, et nous tombons dans une situation pire que dans une monarchie - où l'homme est préparé depuis toujours à son métier, inscrit dans une continuité, et protégé de lui-même par des lois écrites et non-écrites.

Ces réflexions qui sont familières aux royalistes prennent la force de l'évidence lorsqu'on lit les « Réflexions sur la politique extérieure de la France » récemment publiées par François Mitterrand

(1). Dans notre monarchie à temps partiel, les vertus de l'homme d'Etat deviennent déterminantes. Parce que les responsabilités présidentielles sont immenses, l'apprentissage doit être immédiat, la compétence exigée dans tous les domaines suppose une intelligence et une culture hors du commun, la décision est souvent un pari risqué parce qu'elle ne procède pas d'une expérience historique, et le temps manque, terriblement, pour la réalisation du projet. Dans notre monarchie inachevée, la solitude de l'homme et le poids écrasant de sa charge ne peuvent qu'être durement éprouvés. Outre la compétence, l'intelligence et l'esprit de décision, il faut au Président des trésors de sagesse...

Comment fait-il ? Si la pratique d'une semi-monarchie trop étatisée est un poids plus qu'un support, l'esprit des institutions porte en lui une pédagogie qui permet au candidat de révéler dans l'épreuve ses qualités. C'est ce qui, pour nous autres royalistes, rend si passionnant à suivre la réflexion et l'itinéraire de François Mitterrand. Le voici, comme le montre Frédéric Grendel (2), premier successeur véritable du général de Gaulle. Qui l'eût cru, avant 1981 ? Rien ne prédisposait le candidat de la gauche, héritier de la vieille tradition républicaine, à s'inscrire dans le projet politique et diplomatique de l'homme qu'il avait si longtemps combattu. Rien, sinon un souci politique vrai et un amour de la France qui ne se manifeste que rarement dans le combat partisan. Aurait-il donc trahi ses idées et renié ses valeurs ? Non pas. Elles sont présentes et vécues, mais intégrées dans une visée plus haute. François Mitterrand n'est pas devenu gaulliste, ni monarchisant. Il est entré, le 10 mai 1981, dans la dialectique entre l'homme et l'institution qui le porte ailleurs sans le changer vraiment.

Est-ce de la courtoisie ou de la récupération idéologique que d'écrire cela ? Il suffit de lire les réflexions et les discours présidentiels pour saisir le travail de l'institution, et

comment elle élève les convictions et les qualités de l'homme. Il suffit même de relever quelques mots : l'état de grâce dit bien la relation singulière qui peut s'établir, pour un temps plus ou moins long, entre le chef d'Etat et le peuple. La pointe inaltérable de la décision exprime l'unité et l'indépendance nécessaire de celle-ci. Le souci du pré carré, dont le Président est le gardien, reprend l'ambition d'une politique que François Mitterrand sait millénaire et dont il est le continuateur. Elle lui commande d'être le gardien de la langue, de protéger l'industrie et de veiller à notre sécurité selon la nécessité historique. Il n'est donc pas étonnant que François Mitterrand reprenne et prolonge le projet de la monarchie et de la république, surtout gaullienne : indépendance nationale, équilibre des puissances, politique européenne, sans oublier le pacte de justice et de liberté qui existe entre la France et les peuples du monde.

Sur la toile ainsi tissée, nous n'avons jamais manqué de souligner les retards et les défauts d'exécution. Aujourd'hui il faut choisir, puisqu'on nous presse, et ceci avant l'échéance. N'en déplaise aux tacticiens pressés et à ceux qu'obnubilent la couleur des étiquettes, il n'est pas acceptable que le Président soit congédié ou réduit à un rôle décoratif. D'abord parce qu'il ne peut être pris en défaut, dans les grandes lignes de la politique qu'il a suivies. Ensuite parce que la fonction présidentielle, aussi ambiguë soit-elle, ne saurait être ramenée aux dimensions du jeu politique. Le pays en souffrirait durement, comme il a souffert sous les précédentes républiques. L'enjeu dépasse donc les rivalités partisans, les ambitions personnelles et les simulacres idéologiques. Au-delà du socialisme et du libéralisme, c'est la question de l'Etat qui est posée. Nous ne prêterons pas la main à sa destruction.

Bertrand RENOUVIN

(1) Fayard, prix franco : 95 F.

(2) Frédéric Grendel - Quand je n'ai pas de bleu, je mets du rouge - Fayard.